

Convention collective départementale

**IDCC : 2221. – MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX
(Isère et Hautes-Alpes)**

(13 septembre 2001)

(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)

(Etendue par arrêtés du 8 avril 2003 et du 11 mai 2004,
Journal officiel du 19 avril 2003 et du 22 mai 2004)

**ACCORD DU 12 AVRIL 2010
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} AVRIL 2010**

NOR : ASET1050690M

IDCC : 2221

PRÉAMBULE

Par avenants annuels successifs, les partenaires sociaux ont souhaité confirmer leur attachement à une politique conventionnelle dynamique, notamment en matière de rémunérations minimales territoriales. Le présent accord témoigne de leur souhait de poursuivre de manière réaliste cette politique conventionnelle active malgré une conjoncture économique dégradée depuis l'année 2009.

Les nouvelles valeurs correspondantes figurent sur les tableaux annexés au présent avenant.

Les parties signataires pourront également convenir de se rencontrer dans le courant du mois de septembre 2010 pour procéder à un examen en commun de la situation économique et de ses incidences salariales.

Les partenaires sociaux conviennent de poursuivre les discussions engagées sur les deux thèmes suivants :

- modalités de détermination et d'application des primes d'ancienneté ;
- conditions de mise en place d'un régime conventionnel de frais de santé.

Article 1^{er}

Les taux effectifs garantis annuels prévus à l'article 11 de la convention collective du 1^{er} octobre 2001 sont fixés selon les barèmes annexés au présent accord pour l'année 2010.

Article 2

La valeur du point utilisée pour la détermination des seules bases de calcul de la prime d'ancienneté (rémunérations minimales hiérarchiques [RMH]) et s'appliquant aux primes d'ancienneté est fixée à 4,47 €, pour un horaire de 35 heures hebdomadaires. Elle s'appliquera aux primes d'ancienneté à compter du 1^{er} avril 2010, selon les modalités de calcul énoncées à l'article 16 de la convention collective, notamment en matière d'heures supplémentaires éventuelles.

Article 3

Les parties signataires ont souhaité, d'un commun accord, réaliser un effort supplémentaire pour les administratifs, techniciens et agents de maîtrise (hors atelier) des niveaux III et IV (coefficients 215 à 285 inclus).

Ces valeurs sont incluses dans les barèmes de taux effectifs garantis joints en annexe, et fixées sur la base de 35 heures hebdomadaires.

Article 4

Salaires réels

L'application des taux effectifs garantis annuels n'entraîne pas l'obligation d'augmenter les salaires réels lorsque ceux-ci leur sont égaux ou supérieurs.

Les entreprises devront vérifier qu'aucun de leur collaborateur mensuel n'aura reçu, au titre de l'année 2010, un salaire brut inférieur aux valeurs annuelles convenues en fonction du coefficient. S'il s'avérait qu'un ou plusieurs mensuels a ou ont reçu un salaire brut inférieur, l'entreprise devrait opérer un rappel.

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue à l'application des dispositions légales en matière de Smic.

Article 5

Indemnité de panier

L'indemnité de panier prévue à l'article 22 de la convention collective des mensuels des industries des métaux de l'Isère et des Hautes-Alpes reste fixée à 5,89 € pour l'année 2010 en l'absence de modification légale des paramètres de détermination.

Article 6

Formalités de dépôt

Sous réserve des dispositions de l'article L. 2232-2 du code du travail, et conformément à son article L. 2231-6, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et d'une remise aux secrétariats-greffes des conseils des prud'hommes de l'Isère et des Hautes-Alpes.

Article 7

Extension

A la demande des organisations syndicales signataires, les parties conviennent de soumettre le présent avenant à la procédure d'extension.

Fait à Grenoble, le 12 avril 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UDIMEC.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO.

ANNEXE I

Rémunérations minimales hiérarchiques (année 2010)

Date d'application : 1^{er} avril 2010.
 Valeur du point : 4,47 €.

(En euros,)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
I	1	140	O1 657,09	625,80		
	2	145	O2 680,56	648,15		
	3	155	O3 727,49	692,85		
II	1	170	P1 797,90	759,90		
	2	180		804,60		
	3	190	P2 891,77	849,30		

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
III	1	215	P3 1 009,10	961,05	AM1 961,05	AM1 1 028,32
	2	225		1 005,75		
	3	240	TA1 1 126,44	1 072,80	AM2 1 072,80	AM2 1 147,90
IV	1	255	TA2 1 196,84	1 139,85	AM3 1 139,85	AM3 1 219,64
	2	270	TA3 1 267,25	1 206,90		
	3	285	TA4 1 337,65	1 273,95	AM4 1 273,95	AM4 1 363,13
V	1	305		1 363,35	AM5 1 363,35	AM5 1 458,78
	2	335		1 497,45	AM6 1 497,45	AM6 1 602,27
	3	365		1 631,55	AM7 1 631,55	AM7 1 745,76
	3	395		1 765,65	AM7 1 765,65	AM7 1 889,25

Calculs effectués pour 151,67 heures mensuelles sur une base de 35 heures hebdomadaires.

ANNEXE II

Barème des taux effectifs garantis (année 2010)

Base 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
I	1	140	16 363	16 363		
	2	145	16 363	16 363		
	3	155	16 369	16 369		
II	1	170	16 375	16 375		
	2	180		16 380		
	3	190	16 396	16 396		

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
III	1	215	17 220	16 425	16 425	17 549
	2	225		16 459		
	3	240	17 899	17 073	17 073	18 240
IV	1	255	18 970	18 095	18 095	19 332
	2	270	20 044	19 118		
	3	285	21 137	20 160	20 160	21 539
V	1	305		21 542	21 542	23 050
	2	335		23 659	23 659	25 315
	3	365		25 779	25 779	27 584
	3	395		27 847	27 847	29 797